

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

---

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE L'IMMIGRATION

# Rapport d'activité 2008

Juin 2009

#### **4. L'IMMIGRATION**

##### Cadre politique et légal

Depuis la formation du Gouvernement en date du 31 juillet 2004 et l'arrêté grand-ducal du 7 août 2004 portant constitution des ministères, le Service des étrangers, y inclus le Bureau d'accueil pour demandeurs d'asile du Ministère de la Justice est devenu la **Direction de l'Immigration** du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration. En outre, la Direction de l'Immigration s'est vue attribuer le Service des permis de travail du Ministère du Travail et de l'Emploi. La Direction de l'Immigration comporte quelque 60 agents.

##### **A. Activités de la Direction**

La Direction de l'Immigration est en charge du traitement des demandes en relation avec le séjour des étrangers. A ce titre, elle délivre les cartes et les permis de séjour, de même que les permis de travail. Elle traite par ailleurs les demandes d'asile déposées au Luxembourg et octroie le statut de réfugié.

Sont regroupés à ce titre au 12-16, avenue Monterey, tous les services impliqués dans la procédure d'asile en vue de la tenue d'un « guichet unique » (Service des Réfugiés, Service de Police judiciaire, Commissariat du Gouvernement aux étrangers du Ministère de la Famille et de l'Intégration).

Enfin, la Direction de l'Immigration est en charge des dossiers en matière de libre circulation des personnes, de migrations et d'asile traités au niveau européen et international.

Après l'adoption d'une nouvelle législation en matière d'asile (Loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. - Mémorial A-N°78 du 9 mai 2006), le Luxembourg s'est doté d'une nouvelle législation en matière d'immigration par le biais de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration (Mémorial A-N°138 du 10 septembre 2008), abrogeant l'ancienne loi modifiée de 1972 concernant l'entrée et le séjour des étrangers. Cette loi transpose en droit national pas moins de six directives européennes : la directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial, la directive 2003/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée, la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres, la directive 2004/81/CE du Conseil du 29 avril 2004 relative au titre de séjour délivré aux ressortissants de pays tiers qui sont victimes de la traite des êtres humains ou ont fait l'objet d'une aide à l'immigration clandestine et qui coopèrent avec les autorités compétentes, la directive 2004/114/CE du Conseil du 13 décembre 2004 relative aux conditions d'admission des ressortissants de pays tiers à des fins d'études, d'échange d'élèves, de formation non rémunérée ou de volontariat, la directive 2005/71/CE du Conseil du 12 octobre 2005 relative à une procédure d'admission spécifique des ressortissants de pays tiers aux fins de recherches scientifiques.

La construction d'un Centre de rétention séparé du Centre pénitentiaire a été autorisée par une loi du 24 août 2007 relative à la construction du centre. Entre-temps, deux fonctionnaires ont été spécialement chargés de l'élaboration du concept d'exploitation et de gestion du Centre de rétention,

concept qui a été déposé à la Chambre des Députés sous forme de projet de loi portant création et organisation du Centre de rétention (5947) le 24 octobre 2008.

## **B. Chiffres**

### C.1. en matière d'immigration

- Nombre d'attestations d'enregistrement délivrées par la Direction de l'Immigration (01.01.2008 au 30.09.2008) : 13.436
- Nombre d'attestations d'enregistrement délivrées par les administrations communales (à partir du 01.10.2008) : 7.114
- Nombre d'attestations de séjour permanent : 11.107
- Nombre de cartes de séjour de membre de famille d'un citoyen de l'Union : 1.768
- Nombre de cartes de séjour permanent de membre de famille d'un citoyen de l'Union : 482
- Nombre d'autorisations de séjour (ressortissants de pays tiers) : 9.215
- Nombre des titres de légitimation (fonctionnaires des institutions européennes) visés : 2.342
- Nombre d'arrêtés de refus d'entrée et de séjour : 113
- Nombre d'arrêtés de refus de séjour : 49
- Nombre d'arrêtés d'expulsion : 2
- Nombre de personnes mises à la disposition du Gouvernement : 200
- Nombre d'éloignements de personnes en séjour irrégulier (y compris les demandeurs d'asile déboutés) : 233

### C.2. en matière de permis de travail

Il s'avère difficile de présenter, pour l'exercice écoulé, les chiffres en matière de délivrance de permis de travail sous une forme uniformisée, alors que le système des permis de travail a été aboli par la nouvelle législation en matière de libre circulation des personnes et d'immigration entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2008.

Ainsi, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2008, les chiffres clés en matière de délivrance de permis de travail sont les suivants (voir chiffres détaillés des décisions prises en annexe) :

Sur un total de 3.959 décisions prises (5.971 sur un total de 12 mois en 2007), il y a eu :

- 1975 délivrances d'un permis de travail de la catégorie A (durée maximale de 1 an) ;
- 539 délivrances d'un permis de travail de la catégorie B (durée de validité de 4 ans) ;
- 438 délivrances d'un permis de travail de la catégorie C (validité illimitée), et
- 170 délivrances d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT).

Parmi ces décisions, 185 concernent des travailleurs salariés originaires de la Bulgarie (46 décisions, dont 11 refus) et de la Roumanie (191 décisions, dont 41 refus), les deux seuls nouveaux Etats membres de l'Union européenne, dont les ressortissants restent soumis à l'obligation de permis de travail pour pouvoir accéder au marché de l'emploi. La première période transitoire ayant pris fin le 31

décembre 2008, le gouvernement a informé en temps utile la Commission européenne qu'il entendait prolonger la période de transition pour un nouveau terme de trois ans. Rappelons que les

ressortissants des nouveaux Etats membres n'obtiennent pas de permis de travail des catégories B et C alors qu'ils bénéficient du droit d'accéder librement au marché de l'emploi national après une occupation régulière et ininterrompue de douze mois, c'est-à-dire, après avoir été en possession d'un premier permis de travail valable un an. Ce droit s'étend à leur conjoint, de quelque nationalité qu'il soit.

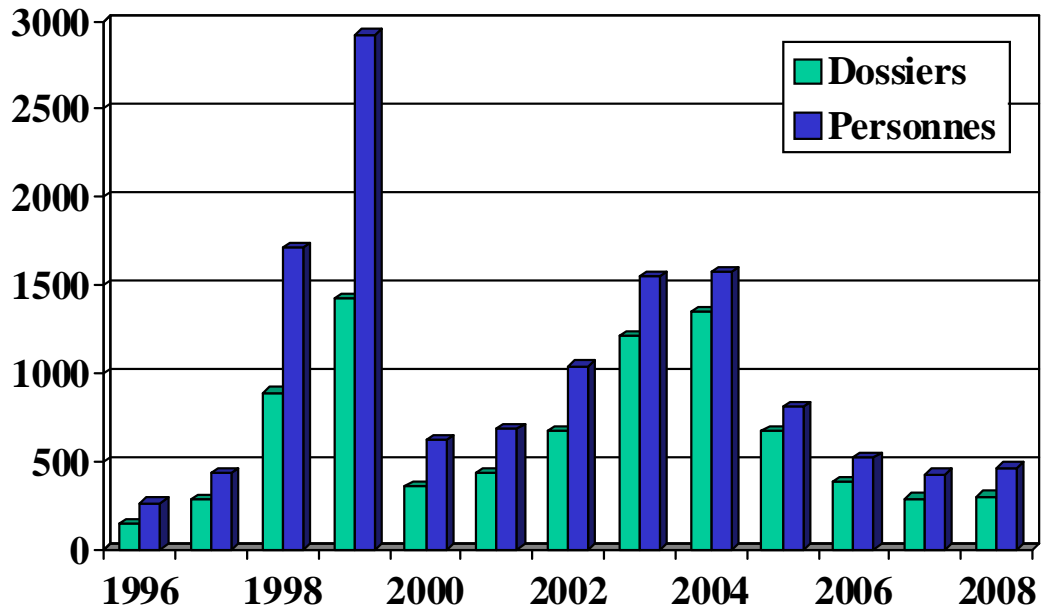
Depuis, le 1<sup>er</sup> octobre 2008, le permis de travail et l'ancien permis de séjour en qualité de travailleur salarié sont abolis. Les deux permis ont été remplacés par un « titre unique » comprenant aussi bien autorisation de travail et autorisation de séjour. Toutefois, la loi du 29 août 2008 a sensiblement élargi le nombre de catégories de titres de séjour délivrés. Ainsi, pour le seul ancien travailleur salarié, il y a lieu de distinguer maintenant entre « travailleur salarié », « travailleur salarié détaché », « travailleur salarié transféré » et « travailleur hautement qualifié », « sportif » et « stagiaire rémunéré » notamment.

Pendant la période du 3 novembre 2008 (entrée en fonction du nouveau logiciel informatique) au 31 janvier 2009, le nombre des autorisations temporaires (AST), titres de séjour (TS), ainsi que autorisations de travail (AT) pour citoyens RO et BG, frontaliers et membres de famille travaillant à temps partiel ou effectuant un apprentissage initial, délivrés pour les ressortissants de pays tiers a été le suivant :

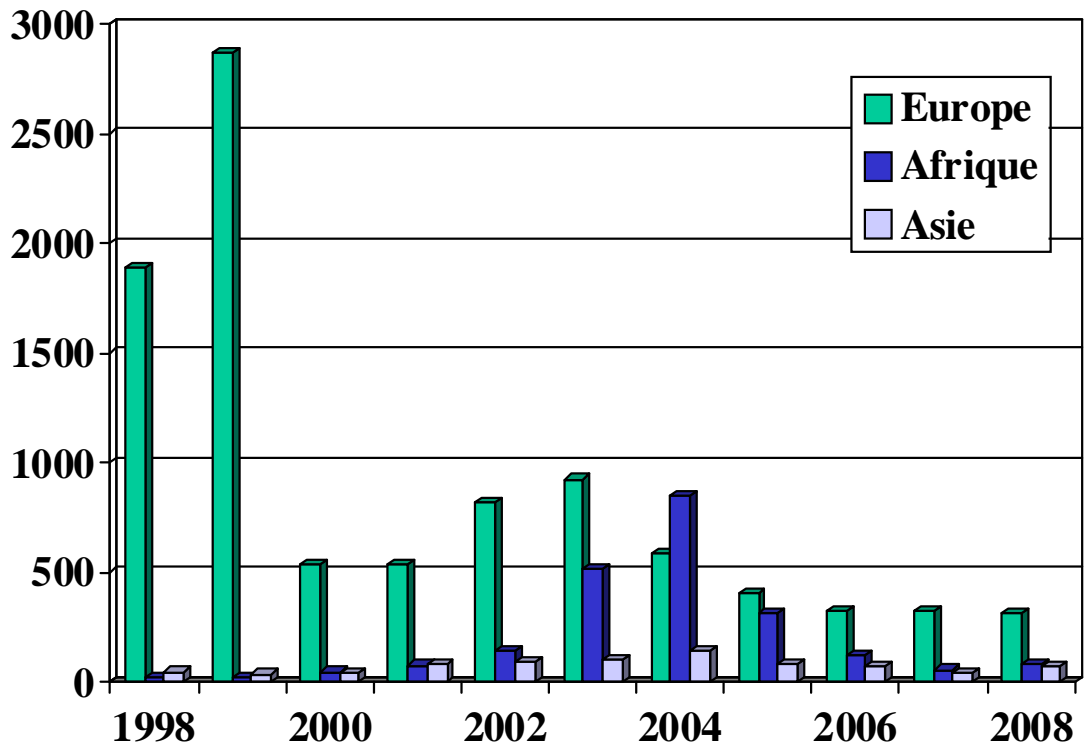
Catégorie \ Type	AST	TS	AT
Travailleur salarié	25	249	69
Travailleur salarié détaché	2	8	
Travailleur salarié transféré	35	42	
Travailleur HQ	29	62	4
Travailleur indépendant	1	13	
Sportif joueur-entraîneur		1	
Elève		155	2
Etudiant	3	22	
Stagiaire	4	6	6
Volontaire	1	1	
Chercheur			
Membre de famille	46	421	2
Vie privée	11	46	
Résident de longue durée CE		63	
Prestataire de services EU		1	
Protection internationale		52	
Travailleur pensionné		4	
<b>Total</b>	<b>157</b>	<b>1146</b>	<b>83</b>

*Nota : des AST ont été délivrées dès la deuxième semaine d'octobre, des titres de séjour dès la troisième semaine d'octobre, mais ils n'ont pas pu être répertoriés statistiquement dans le tableau ci-dessus !*

**Evolution des demandes d'asile de 1996 à 2008**



**Evolution de demandeurs d'asile par continent de 1996 à 2008**



### C.3. en matière d'asile

1. Nouvelles demandes : 299, représentant 463 personnes

#### Répartition par continent

<b>Afrique</b>	<b>Pays</b>	<b>demandes</b>	<b>demandeurs</b>
<b>1.</b>	Erythrée	11	11
<b>2.</b>	Somalie	10	10
<b>3.</b>	Cameroun	8	8
<b>4.</b>	R.D.Congo	6	6
<b>5.</b>	Togo	4	4
	Algérie	4	4
<b>6.</b>	Nigéria	3	5
<b>7.</b>	Bénin	3	3
<b>8.</b>	Côte d'Ivoire	2	3
<b>9.</b>	Kenya	2	2
	Gambie	2	2
	Tchad	2	2
	Guinée/Conakry	2	2
	Libye	2	2
	Ethiopie	2	2
<b>10.</b>	Mauritanie	1	1
	Niger	1	1
	Sierra Leone	1	1
	Soudan	1	1
	Congo/Brazzaville	1	1
	Djibouti	1	1
	Ghana	1	1
	Centrafrique	1	1
	Rwanda	1	1
	Comores	1	1
	Maroc	1	1
	Yémen	1	1
	Sénégal	1	1
<b>TOTAL Afrique</b>		<b>76</b>	<b>79</b>
<b>Pourcentage face au GRAND TOTAL</b>		<b>25%</b>	<b>17%</b>

<b>Asie</b>	<b>Pays</b>	<b>demandes</b>	<b>demandeurs</b>
1.	Iraq	16	29
2.	Iran	16	18
3.	Israël/Palestine	5	6
4.	Afghanistan	4	4
5.	Ouzbékistan	2	4
6.	Corée du Nord	2	3
7.	Liban	2	2
	Inde	2	2
8.	Chine	1	1
	Jordanie	1	1
	Géorgie	1	1
<b>TOTAL Asie</b>		52	71
<b>Pourcentage face au GRAND TOTAL</b>		17%	15%

<b>Europe</b>	<b>Pays</b>	<b>demandes</b>	<b>demandeurs</b>
1.	Kosovo	104	201
2.	Bosnie	14	31
3.	Serbie	13	18
4.	Monténégro	11	14
5.	Albanie	9	14
6.	Russie	6	13
7.	Biélorussie	5	6
8.	ARYM/Macédoine	4	7
9.	Ukraine	3	3
10.	Turquie	2	2
	Lettonie	2	2
11.	Moldavie	1	1
	Croatie	1	1
<b>TOTAL Europe</b>		175	313
<b>Pourcentage face au GRAND TOTAL</b>		58%	68%

## 2. Décisions

### a) en matière de réfugié

	<u>dossiers</u>	<u>personnes</u>
Accords statut de réfugié	93	107
Accords protection subsidiaire	0	0
Refus (non fondé)	116	188
Refus (en procédure accélérée)	28	39
Irrecevabilité (2 <sup>e</sup> demande)	21	30
Incompétences Dublin	51	83

b) autres

	<u>dossiers</u>	<u>personnes</u>
Tolérances	108	200
ASP <sup>1</sup> humanitaires	86	139

3. Médiateur et Questions parlementaires

En 2008, la direction de l'Immigration a reçu 16 questions parlementaires – dont une avec débat. Le Médiateur est intervenu 35 fois en matière de libre circulation des personnes, d'immigration, y compris en matière d'accès au marché du travail, et d'asile.

---

<sup>1</sup> Autorisation de séjour provisoire délivrée pour raisons humanitaires

#### C.4. en matière de rapatriements

	<b>pays</b>	<b>retours volontaires</b>	<b>retours forcés</b>	<b>total</b>
<b>Amérique</b>	Canada		1	1
	Brésil	5	2	7
	<b>Total Amérique</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>8</b>
<b>Afrique</b>	Algérie	4		4
	Cameroun	2		2
	Congo (R.-D.)	2		2
	Kenya	1		1
	Libye		1	1
	Nigéria	3	22	25
	Afrique du Sud		2	2
	Burundi	1	1	2
	Bénin	1		1
	Cap Vert	1	2	3
	Gambie	1		1
	Ghana		1	1
	Guinée	5	4	9
	Maroc		1	1
<b>Total Afrique</b>	<b>21</b>	<b>34</b>	<b>55</b>	
<b>Asie</b>	Chine		2	2
	Sri Lanka	2		2
	<b>Total Asie</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>4</b>
<b>Moyen Orient</b>	Iran	3		3
	<b>Total Moyen orient</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>6</b>
<b>Europe<sup>1</sup></b>	Arménie		1	1
	Biélorussie	2		2
	Géorgie	2		2
	Moldavie		1	1
	Russie (Féd.)	7		7
	Turquie	2	1	3
	Ukraine	4	1	5
<b>Total Reste Europe</b>	<b>17</b>	<b>4</b>	<b>21</b>	
<b>Balkans</b>	Albanie	3	5	8
	Bosnie-H.	4	1	5
	Croatie	1		1
	Kosovo	56	31	87
	ARYM/Macédoine	1	9	10
	Monténégro	8	9	17
	Serbie	8	6	14
<b>Total Balkans</b>	<b>81</b>	<b>61</b>	<b>142</b>	
<b>Total retours</b>		<b>129</b>	<b>104</b>	<b>233</b>

<sup>1</sup> sans les pays des Balkans

**Données statistiques en matière permis de travail  
année 2008 (jusqu'au 30 septembre)**

**Décisions prises**

Libellé NACE		APPRENTIS	DISPENSES	ETUDIANTS	INSERTIONS	PERMIS A validité : max. 1 an	PERMIS B validité : 4 ans	PERMIS C validité : illimitée	REFUS	STAGIAIRES	DISPENSES 1951	A O T	Total
SERVICES AUX ENTREPRISES	1	8	50	4		375	101	67	41	21	2	23	693
HOTELS ET RESTAURANTS	1	9	46	4		316	98	86	80	1	3	44	688
CONSTRUCTION		13	15	1		215	60	72	34	1			52 463
INTERMEDIATION FINANCIERE	1	1	4	2		155	44	9	9	63			288
NON TROUVE (00)	1	1	13	1		139	36	22	37	4	1	6	261
COM. DE DETAIL ET REP. D'ARTICLES DOMESTIQUES		21	9			84	27	28	18	2			16 205
METALLURGIE			3			101	17			22			143
SANTE ET ACTION SOCIALE		6	10	5	1	65	17	23	2	6	2	3	140
ACT. INFORMATIQUES			2			66	15	3	12	7			105
COM. DE GROS ET INTERMEDIAIRE DU COMMERCE		2	9			46	13	16	11	1	1	3	102
TRANSPORTS TERRESTRES		1	2			33	6	33	4				79
RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT		2	3			49	9	4	1	11			79
COM. ET REP. AUTOMOBILE		14	3		1	23	6	13	9		1	9	79
EDUCATION				3		45	11	1		8			68
AUX. FINANCIERS ET D'ASSURANCE			3	1		36	12	1	3	3			59
SERVICES DOMESTIQUES				1		23	7	13	4	2		2	52
FAB. DE MACHINES ET EQUIPEMENTS			1			10	4	2		33			50
ACT. IMMOBILIERES		1	2	1		17	11	8	7			1	48
SERVICES PERSONNELS		16	1			10	5	6	3			3	44
ADM. PUBLIQUE				2		25	5	5		1	3	1	42
ACT. RECREATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES			3			34	1	1	1				40
AGRICULTURE ET CHASSE		2	3			19	3	3	4			4	38
IND. ALIMENTAIRES			4			13	4	1	2	2		2	28
TRAVAIL DES METAUX		1	2			6	6	4		6	1	1	27
IND. DU CAOUTCHOUC ET DES PLASTIQUES			3			12	4	3	2				24
POSTES ET TELECOMMUNICATIONS			2			8	2	3		6	1		22
ACT. ASSOCIATIVES						9	2	1	1				13
TRANSPORTS AERIENS				1		4	2	1	1				9
SERV. AUX. DES TRANSPORTS						7	1		1				9
FAB. D'AUTRES PROD. MINERAUX NON METALLIQUES		1	1			3	1	1		1			8
IND. TEXTILE			1			2	2				1		6
ASSURANCE						4	2						6
SYLVICULTURE/EXPL. FORESTIERE						4	1	1					6
FAB. INST. MEDICAUX, DE PRECISION, D'OPTIQ. ET D'HORLOG.		1				4	1						6
ACT. EXTRA-TERRITORIALES						5							5
LOCATION SANS OPERATEUR			1	1			2	1					5
PROD. ET DIST. D'ELEC/GAZ/CHALEUR						3			1				4
SERV. COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS						2		1					3
IND. CHIMIQUE								3					3
FAB. DE MACHINES ET APP. ELECTRIQUES		1				1							2
FAB. DE MEUBLES/INDUSTRIES DIVERSES									2				2
IND. DU TABAC								1					1
IND. AUTOMOBILE							1						1
TRAVAIL DU BOIS/FAB. D'ART. EN BOIS								1					1
AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES						1							1
EDITION/IMPRIMERIE/REPRODUCTION						1							1
Total		4	101	196	27	2	1975	539	438	290	201	16	170 3959

Code sexe salarié		APPRENTIS	DISPENSES	ETUDIANTS	INSERTIONS	PERMIS A validité : max. 1 an	PERMIS B validité : 4 ans	PERMIS C validité : illimitée	REFUS	STAGIAIRES	DISPENSES 1951	A O T	Total
F	<= 20		33	3	9		26	2	4	4	2	1	6 90
	21-25		6	6	11		147	24	11	23	27		14 269
	26-30	1	2	30			215	54	23	33	21		4 383
	31-35		2	40			154	56	37	25	6	1	6 327
	36-40		1	18			128	51	51	15	1	1	1 267
	41-45			9			86	29	27	4	1		2 158
	46-50			9			46	15	26	7			103
	51-55			3			21	6	9	2			41
	56-60						7	6	6	2			21
	61 et +						2		2				4
Total F		1	44	118	20		832	243	196	115	58	3	33 1663
M	<= 20		42	1	4	2	35	3	7	8	5		16 123
	21-25		11	6	3		176	36	8	30	46	2	27 345
	26-30	1	1	25			303	67	32	56	42	2	36 564
	31-35	1	1	22			215	57	55	40	27	4	25 447
	36-40	1	1	12			167	45	50	18	15	3	12 324
	41-45		1	5			118	41	45	11	8	1	11 241
	46-50			3			65	30	25	8		1	1 133
	51-55			2			37	12	14	2			9 76
	56-60			1			20	4	5	2			32
	61 et +			1			7	1	1				1 11
Total M		3	57	78	7	2	1143	296	242	175	143	13	137 2296
Total		4	101	196	27	2	1975	539	438	290	201	16	170 3959

		APPRENTIS	DISPENSES	ETUDIANTS	INSERTIONS	PERMIS A validité : max. 1 an	PERMIS B validité : 4 ans	PERMIS C validité : illimitée	REFUS	STAGIAIRES	DISPENSES 1951	A O T	Total	
nationalité salarié														
SERBIE-ET-MONTENEGRO		46	10	6	1	450	118	109	14		1	34	789	
*** YUGOSLAVIE -> 20030723 ***		5	2	1		78	32	78	16			80	292	
CAP-VERT		17	24			111	46	49	15				262	
BOSNIE-HERZEGOVINE		15	10	1		125	22	70	5	2	1	4	255	
CHINE (REP. POP.)	1	2	10			108	41	30	13	13			218	
ETATS-UNIS D'AMERIQUE			7	1		156	21	6	3	16			210	
ROUMANIE	1	1	5			135	1		41	7			191	
INDE				2		105	23	2	3	40			175	
RUSSIE	1		12	1		52	19	4	15	30	1	1	136	
BRESIL	1		21			53	23	8	20	6			132	
MAROC		1	22			39	8	3	24	11			108	
ALBANIE		3	2		1	31	11	5	8		2	1	64	
CANADA						38	11	1	2	2			54	
PHILIPPINES			3			30	9	4	5				51	
MACEDOINE		1	2			23	7	12	4			1	50	
TURQUIE		1	4	2		16	9	4	7	2		2	47	
UKRAINE			6			23	7		7	3			46	
BULGARIE			2			28			11	5			46	
TUNISIE			3			19	5	4	8	6			45	
JAPON			1			27	9	2	3				42	
MAURICE			1			20	12	2	1	1			37	
AFRIQUE DU SUD						27	4	1	1	4			37	
CROATIE			2	1		17	3	10	1	3			36	
CAMEROUN			3	3		12	4		1	4			27	
NEPAL		1	1			7	7		7			2	25	
CONGO (REP. DEMOCRATIQUE)		1				9	1	1	4	2		6	24	
REPUBLIQUE DOMINICAINE			4			15	2		1				22	
SENEGAL		2	3			8			2	6			21	
ALGERIE			3			4	3	5	5	1			21	
NIGERIA			1			9			1			8	19	
MALAISIE						7	4	1		6			18	
VIET NAM		1				4	6	1		5			17	
EQUATEUR			1			3	5	4	4				17	
AUSTRALIE						12	5						17	
PEROU			2			6	4	1	2	1			16	
THAILANDE			4	1		2	5		3				15	
%%% APATRIDE						7	4	4					15	
BELARUS			5			4	2		4				15	
COTE D'IVOIRE			2			6	1		4			1	14	
IRAN						1	1	1	2	1	2	5	13	
MEXIQUE						5	1	1	2	4			13	
ISRAEL				1		7	3		1			1	13	
BANGLADESH				1		4	4	3	1				13	
COREE DU SUD			1			6	4			1			12	
MADAGASCAR			2	2		3	1		3				11	
NOUVELLE-ZELANDE			1			5	4						10	
COLOMBIE						5	4	1					10	
ETHIOPE			1			3					2	3	9	
PAKISTAN			1			7	1						9	
OUZBEKISTAN						3	3			3			9	
SERBIE		1	1			1			1		4		8	
GUINEE		1				2			1	3		1	8	
ARGENTINE						6	1	1					8	
MOLDOVA			1			4	1		1	1			8	
AFGHANISTAN		1				4			1			2	7	
KAZAKHSTAN						6	1						7	
LIBAN						5				2			7	
CONGO (REPUBLIQUE)				4		1			2				7	
MOZAMBIQUE						6							6	
KIRGHIZISTAN						4	2						6	
SINGAPOUR						4	1			1			6	
NIGER						3		1	2				6	
]]] PAYS INDETERMINE ]]]						2		1	1		1		5	
ANGOLA		1				1			1				2	5
BURUNDI													5	5
TOGO		1				1							3	5
TERRITOIRE BRITANNIQUE D'OUTRE-MER							2	3					5	5
IRAQ		1				1			2				1	5
XXK						3					1		4	4
BOLVIE						4							4	4
MONTENEGRO						3		1					4	4
RWANDA						3			1				4	4
GUATEMALA						1	3						4	4
MONGOLIE						2				1			1	4
SIERRA LEONE			1			3							4	4
BENIN		1				1				1			3	3
CUBA						1		1	1				3	3
PARAGUAY						1	2						3	3
SRI LANKA						2	1						3	3
SOMALIE											1	2	3	3
CHILI						2		1					3	3
ZIMBABWE						3							3	3
VENEZUELA						2			1				3	3
ARMENIE			1			2							3	3
NICARAGUA						1				1			2	2
AZERBAIDJAN						2							2	2
BURKINA FASO						1	1						2	2
GHANA								1		1			2	2
CHINE (TAIWAN)						1			1				2	2
CAMBODGE										2			2	2
GAMBIE			1										1	2
TCHAD									1				1	2
LIBERIA							1		1				2	2
TURKMENISTAN													2	2
GABON							2						2	2
REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE						2							2	2
KENYA						1		1					2	2
]]] PAYS MANQUE ]]]			1										1	1
JORDANIE						1							1	1
*** U.R.S.S. ***			1										1	1
MALI										1			1	1
GUINEE-BISSAU			1										1	1
*** YUGOSLAVIE AVANT SCISSON ***						1							1	1
COSTA-RICA						1							1	1
SAO TOME-ET-PRINCE						1							1	1
POLOGNE						1							1	1
OUGANDA									1				1	1
AUTRICHE						1							1	1

